



PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTÉ

**RESTRUCTURATION D'UNE MAISON
EN LOGEMENTS SOCIAUX**
Ancienne École des Garçons
12 Avenue Victor Hugo - Rue de l'école
83690 SALERNES

MAÎTRE D'OUVRAGE
SAIEM
247 Rue Jean Aicard
83300 Draguignan

MAÎTRE D'OEUVRE CONCEPTION
ATELIER ARCHITECTE
MARINO
40, QUAI D'AGRIPPA
83600 FREJUS

MAÎTRE D'OEUVRE REALISATION
CHRISTOPHE PISANO
1442 Vielle route de Grasse
La Sambre N°20
83300 DRAGUIGNAN

MISES A JOUR

DATE	INTITULE	CONCERNE LES ARTICLES N°
06/07/2020	PGC INITIAL	1 à 17

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1. OBJET DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION.....	4
1.2. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	5
1.3. DESCRIPTION SOMMAIRE.....	6
1.4. LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS.....	6
1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	7
1.6. DÉCLARATIONS ADMINISTRATIVES.....	7
2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT.....	7
2.1. VOIES D'ACCÈS / DESSERTE.....	7
2.2. DANGERS SPÉCIFIQUES EXPORTÉS VERS L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER.....	8
2.3. DANGERS SPÉCIFIQUES IMPORTÉS PAR L'ENVIRONNEMENT VERS LE CHANTIER.....	9
2.4. DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCÈS AUX SEULES PERSONNES AUTORISÉES.....	9
2.5. INTERFACE CHANTIER DOMAINE PUBLIC / INSTALLATIONS PROVISOIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC VOIE PUBLIQUE.....	10
2.6. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	12
3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....	12
3.1. RÉSEAUX DIVERS PRÉALABLES AUX TRAVAUX.....	13
3.2. CANTONNEMENTS.....	14
3.3. NETTOYAGE DU CHANTIER.....	15
4. ELECTRICITE DE CHANTIER.....	16
4.1. FORCE.....	16
4.2. ECLAIRAGE.....	17
4.3. MATÉRIEL ÉLECTRIQUE UTILISÉ PAR LES ENTREPRISES.....	18
5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER.....	19
5.1. DISTRIBUTION, INSTALLATION ET ALIMENTATION.....	19
6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE.....	19
6.1. LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	19
6.2. MOYENS DE LEVAGES.....	20
6.3. MESURES DE PRÉVENTION.....	20
7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER.....	21
7.1. CIRCULATION DE VÉHICULES.....	21
7.2. CIRCULATION DU PERSONNEL.....	22
8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES.....	23
8.1. SECOURS.....	23
8.2. INCENDIE.....	23
9. PROTECTIONS COLLECTIVES.....	24
9.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	24
9.2. NATURE DES PROTECTIONS COLLECTIVES.....	24
9.3. MISE EN PLACE D'ÉQUIPEMENTS COMMUNS.....	27
10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	28
10.1. PRÉSENCE D'AMIANTE.....	28
10.2. PRÉSENCE DE PLOMB.....	28
10.3. TRAVAUX DE DÉMOLITION.....	29
10.4. TRAVAUX EN TRANCHÉES.....	31



10.5. TRAVAUX DE FONDATIONS.....	31
10.6. OUVRAGES PARTICULIERS À RÉALISER.....	32
10.7. UTILISATION OU EXPOSITION À DES PRODUITS DANGEREUX.....	32
11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ.....	33
11.1. ORGANISATION DE LA PHASE PRÉPARATION DE CHANTIER :.....	33
11.2. DÉCALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSÉS, PROTECTIONS COLLECTIVES) :.....	33
12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....	35
13. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.....	36
13.2. LOT PRINCIPAL.....	36
13.2. SOUS-TRAITANCE.....	36
13.3. LOCATIERES.....	37
13.4. LIVRAISON.....	37
14 - COLLÈGE INTER-ENTREPRISES DE SECURITE DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.).	37
14.1. CONSTITUTION D'UN C.I.S.S.C.T.....	37
15. LISTE DES INTERVENANTS.....	38
16. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT.....	39
ANNEXE A:.....	40
PRISE EN COMPTE DES MESURES COVID-19	40
FICHES CONSEILS ET AFFICHAGES DE PRENTION OPPB.....	43

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Objet du plan général de coordination

Le présent rapport a pour objet l'application du Décret n°94 1159 du 26 Décembre 1994, visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phase de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

1.1.1 Dispositions prises en cas de défaillances

Le Maître d'Ouvrage pourra :

- appliquer des pénalités définies au CCAP, CCTP § ... si l'entreprise n'obtempère pas aux demandes faites par le Coordonnateur sous 24 heures
- faire appel à toute entreprise de son choix pour faire respecter les principes élémentaires de sécurité si les observations de Coordonnateur sont récurrentes
- faire appel à toute entreprise de son choix pour assurer la mise en place des équipements et aménagements précités en cas :
 - d'observations répétées du coordonnateur
 - de retard constaté à l'issue de la période de préparation

1.1.2. Les principes généraux de prévention

Pour mémoire , la démarche de prévention des risques de chacun des intervenants doit être guidée par le respect des principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31 décembre 1991.

- a) Eviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux
- g) Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- h) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

1.1.3. Les obligations des intervenants

Du Maître d'Ouvrage :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- déclarer les opérations de niveaux I et II
- désigner le Coordonnateur S.P.S.
- réaliser les VRD préalables pour les opérations de plus de 760 k€ T.T.C.
- organiser les rapports entre Maître d'Œuvre, entreprises et Coordonnateur
- conserver le PGCSPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage
- conserver et transmettre le D.I.U.O.

Du Maître d'Œuvre :

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- coopérer avec le Coordonnateur pendant la phase conception
- arrêter les mesures générales en concertation avec le Coordonnateur
- viser les observations du Coordonnateur notées sur le RJC

De l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- appliquer les principes généraux de prévention
- viser le RJC et répondre aux observations du Coordinateur

1.1.4. Fonctionnement

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est joint aux autres documents remis par Maître d' Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes officiels de prévention, ainsi que les membres du Collège Inter-entreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d' Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

1.1.5. Durée de conservation

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d' Ouvrage, à compter de la date de réception du bâtiment.

1.2. Désignation de l'opération

Nature des travaux	RESTRUCTURATION D'UNE MAISON EN LOGEMENTS SOCIAUX CREATION DE 7 LOGEMENTS AVEC CAVES INDIVIDUELLES
Implantation géographique / adresse	La maison est située en plein centre ville de SALERNES , 12 Avenue Victor Hugo – montée des oliviers
Mode de passation des marchés	Lots Séparés LOT 1 VRD LOT N°1 DESAMIANPAGE LOT N°2 DEMOLITIONS / GROS ŒUVRE MACONNERIE / CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES / VRD / ENDUITS FACADES LOT N°3 MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES / FERMETURES / SERRURERIE LOT N°4 CHAPE SECHE / DOUBLAGES / CLOISONS / FAUX PLAFONDS / ISOLATIONS LOT N°5 PEINTURES / REVETEMENTS SOUPLES ET DURS SOLS ET MURS LOT N°6 ELECTRICITE COURANTS FORTS COURANTS FAIBLES / CHAUFFAGE RADIANS LOT N°7 PLOMBERIE / PRODUCTION ECS / VMC

PGCSPS /

RESTRUCTURATION D'UNE MAISON EN LOGEMENTS SOCIAUX - Ancienne École des Garçons

83690 SALERNES - indice 1 – 06/07/2020

SCHMIDT OLIVIER

4668, Route de Brignoles - 83149 BRAS

06 37 83 92 04

so.schmidtolivier@gmail.com

1.3. Description sommaire

Préambule	<p>1. LE TERRAIN ET DE SES ABORDS</p> <p>Le terrain du projet se situe avenue Victor Hugo, sur la commune de SALERNES (VAR).</p> <p>La parcelle concernée par le projet est cadastrée sous les références : Section AI n°721.</p> <p>La propriété se situe en zone UAr du PLU,</p> <p>L'assiette foncière du projet s'étend sur une superficie de 855 m².</p> <p>La surface de plancher (SDP) résulte de la surface de plancher de la construction existante Le site est une ancienne école comprenant le bâtiment d'enseignement, la cour et des annexes</p> <p>2. Le présent projet concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le changement de destination des locaux d'enseignement en: <ul style="list-style-type: none"> o RDC : création de 3 logements (2T3 et 1 T2) o R+1 : création de 3 logements (2T3 et 1 T2) o R+2 : création de 1 logement (1 T3) L'ensemble de la construction est existant.
Dimension	Voir les plans
Principales caractéristiques architecturales	Régionale
Procédés de construction imposés	Traditionnels

1.4. Liste des intervenants / nomenclature des lots

(Voir liste des intervenants / Déclaration préalable en annexe du présent PGC)



1.5. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération

Délai d'exécution	Durée initiale du chantier 14 mois y compris congés payés et jours d'intempérie selon précision du CCAP.
Période de préparation	Les entreprises disposent d'un délai d'un mois à compter de la date de signature de leur marché. Durant cette période les entreprises doivent procéder avec le Coordonnateur à une visite d'inspection commune du chantier, qui doit leur permettre d'établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.). Dans tous les cas le Coordonnateur doit être en possession du P.P.S.P.S de chaque intervenant avant le démarrage de ses travaux. Les entreprises disposent du délai de préparation fixé à .1 mois par le Maître d'Ouvrage pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.) et commencer leur travaux.
Prévision d'effectif	Effectif estimé : 20 personnes en pointe Volume Hommes X Jours estimé : > à 500
Catégorie	Opération de catégorie 2

1.6. Déclarations administratives

Maître d' Ouvrage

Le Maître d' Ouvrage assure l'établissement et la diffusion de la Déclaration Préalable

Coordonnateur sécurité

Le Coordonnateur sécurité assure la mise à jour de la déclaration préalable et sa diffusion

2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

2.1. Voies d'accès / desserte

Accès principal	Direction SALERNES (83) Depuis Avenue Victor Hugo, pour l'accès avant du bâtiment – montée des oliviers, pour l'accès arrière du bâtiment
Charge admissible	Voir avec les services techniques de la Mairie de SALERNES
Fléchage Signalisation provisoire	signalétique à prévoir. A charge du LOT 1 la mise en place, le maintien en état et la dépose du fléchage (signalisation) depuis la départementale RD19 jusqu'au chantier après présentation au Maître d'Ouvrage, et en concertation / validation avec les services municipaux (la D.D.E.).
Gabarit à respecter	Les accès au chantier sont au gabarit routier.
Desserte du chantier pour le personnel	Véhicules de l'entreprise ou personnels

2.2. Dangers spécifiques exportés vers l'environnement du chantier

2.2.1. Présence d'activités du site

Préambule :

Pour les besoins des emprises sur la voie publique, il y aura lieu de faire des demandes d'autorisation de voirie (Mairie de Salernes).

Vu l'emplacement du bâtiment, l'organisation du chantier tiendra compte de la présence du public aux abords. (mitoyens -circulation des véhicules et piétons – commerces – livraisons, etc...)

- Emprises du chantier
- Échafaudages – grues - levages
- Poussières

Bruits, etc...

Les règles suivantes seront appliquées permettant de gérer au mieux les risques ci-après :

Description :	Risque de chute d'objet lors des travaux
Disposition à prendre :	<ul style="list-style-type: none"> • police de roulage ou arrêté de circulation • dévoiement du flux piétons public sur le trottoir opposé, et ce, en concertation avec les services municipaux de la Mairie, à l'aide de barrière, marquage horizontal, signalisation verticale.
Localisation :	Domaine public - Accès
Lot chargé des dispositions à prendre :	TOUS LES LOTS
Description :	Risque de chute d'objet lors des approvisionnements
Disposition à prendre :	programmation avec les services municipaux horaires de travaux particuliers balisage au sol police de roulage ou arrêté de circulation
Localisation :	Domaine public
Lot chargé des dispositions à prendre :	TOUS LES LOTS
Description :	Risque de chute des charges manutentionnées en cours travaux
Disposition à prendre :	<ul style="list-style-type: none"> • Auvents au dessus des voies • Interdiction de survol de charge par Limiteur chariot • Gestion électronique du crochet • Aucun déchargement par grue à tour n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier. • Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier.
Localisation :	Domaine public
Lot chargé des dispositions à prendre :	TOUS LES LOTS

2.3. Dangers spécifiques importés par l'environnement vers le chantier

Présence de canalisations enterrées ou aériennes au voisinage des travaux :

Description :	Aucun réseau aérien ne survole le terrain à bâtir. Présence de Réseaux enterrés: <ul style="list-style-type: none"> • VOIR LES DICT
Disposition à prendre :	Les réseaux d'éclairage public et électricité doivent être déviés préalablement à la réalisation des travaux Les réseaux de gaz haute pression et oléoduc devront être, le cas échéant, protégés mécaniquement suivant indications du concessionnaire L'entreprise doit établir les DICT Les travaux de terrassements ne devront débuter qu'après recherche des réseaux, suivant récépissés des DICT renseignés par les concessionnaires L'entreprise respectera le décret du 8 janvier 1965 modifié le 1 mai 1995, articles 171 à 185 modifiés
Localisation :	Selon plans de récolement des concessionnaires Suite au repérage préalable et matérialisation (signalisation) au sol
Lot chargé des dispositions à prendre :	Maître d'Ouvrage / Gros Œuvre / Electricité /concessionnaire (gaz, THT)

2.4. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

Procédure pour les entreprises	Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot et leurs sous traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier. Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'Œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention. Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée. Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler. Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation
Cas particuliers « des travailleurs temporaires »	En plus des pièces citées ci-dessus, les travailleurs temporaires doivent disposer de leur contrat de mise à disposition lors de leur mise en place sur le chantier.
Cas particuliers « des locatiers »	Au regard du code du travail, un artisan ou « locatier » (tracto-pelle, pelle, grue mobile, trancheuse, camion benne) intervenant directement dans l'acte de construire est considéré comme entreprise. A ce titre sa présence doit être portée à la connaissance du Maître d'Ouvrage et fera l'objet d'une procédure adaptée dite « simplifiée ». Se reporter à l'article 12.3.
Personnel extérieur au chantier	Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées. Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.
Entreprises extérieures intervenant pour le compte du Maître d'Ouvrage	Il est prévu l'intervention d'une entreprise : <ul style="list-style-type: none"> • de réseaux intervenant pour le compte d'un concessionnaire Cette entreprise interviendra en concomitance avec les entreprises du chantier. Elle ne sera pas intégrée au compte prorata
Entreprises extérieures intervenant pour le compte d'un Maître d'Ouvrage différent	Application de l'article L.235-10 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »
Concessionnaires intervenant dans le cadre de l'opération	Si ces derniers sont aussi maître d'ouvrage : Application de l'article L.235-10 : « Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions ».

Notamment , en cas d'alimentation des colonnes montantes dans les gaines techniques palières à la fin des travaux , **l'entreprise d'électricité ou/ et gaz assurera la mise en place d'affichettes sur les portes des placards techniques portant la mention « COLONNE SOUS TENSION – ACCES INTERDIT AUX PERSONNES NON HABILITE »**

Le maître d' Œuvre s'assure pour sa part que les portes de placards soient posées temps utiles

Il s'assure de la bonne information des entreprises titulaires de lot.

Les titulaires de lot veilleront à la bonne information de leurs éventuels sous- traitant.

Les entreprises de **VRD et Plantations** consulteront les plans de récolement.

2.5. Interface chantier domaine public / Installations provisoires sur le domaine public voie publique

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en Œuvre	Conditions d'entretiens
Clôture	<p>Hauteur :2m, Constitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> panneaux grillagés galvanisés, <u>liés entre eux mécaniquement complétés par une plinthe bois</u> et reposant sur des socles en béton. bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. <p>L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent.</p>	<p>Périphérie du chantier</p> <p><i>à l'intérieur de la zone de travaux - entre le club house et les courts en travaux- dans les zones de stockage de matériaux et matériels - dans la zone de base de vie le cas échéant.</i></p>	LOT 1	<p>Installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chantier</p>
Portes et portails	<p>Constitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> panneaux grillagés galvanisés et reposant sur des socles en béton. bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent. <p>Fermeture :par chaîne et cadenas</p>	Entrée de chantier	LOT 1	<p>Installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chantier</p>
Auvents / passage piéton couvert	<p>Constitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> absence de point saillant hauteur libre de 1.9 m minimum. protection lourde type bastings jointifs à chants ou dispositif de résistance équivalente <p>Equipements : éclairage diurne et nocturne protégé par un disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p>résistance mécanique des appareils d'éclairage :IK 08 ou supérieur</p>	Sur rue des sites	LOT 1	<p>Installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chantier</p>
Déviation véhicule Rétrécissement de chaussée Ralentisseurs	Respect de l'instruction ministérielle relative à la signalisation temporaire des chantiers en bordure des voies en circulation	Selon plan d'installation validé par les services municipaux	LOT 1	<p>installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chantier</p>
Panneaux de signalisation Voies à créer	<p>Dévoisement du flux piéton en concertation avec les services municipaux</p> <ul style="list-style-type: none"> Barrière Rampe d'accès marquage horizontal 	Entrée et voies de d'accès	LOT 1	<p>installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p>

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en Œuvre	Conditions d'entretiens
	<ul style="list-style-type: none"> signalisation verticale 			Dépose en fin de chantier
Signalisations provisoires	<p>Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'informations et les demandes d'autorisation nécessaires et préalables à la réalisation de ses travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> D.I.C.T. Permission d'occupation du domaine publicAutorisation d'emprise sur voirie 	<p>Selon police de roulage</p> <p>Selon permission de voirie</p>	LOT 1	LOT 1
Autres	<ul style="list-style-type: none"> Autorisations délivrées par les concessionnaires. Autorisations délivrées par les propriétaires limitrophes. 	<p>Selon repérage électromagnétique préalable selon piquetage préalable</p>	LOT 1	LOT 1
Panneau de chantier	<p>L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d' Œuvre.</p> <p>Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit : Article R324.1 du Code du Travail.</p>	<p>Son emplacement est défini en concertation avec le Maître d' Œuvre et le Maître d'Ouvrage.</p> <p>Il doit toutefois être visible depuis le domaine public</p>	LOT 1	<p>Installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chantier</p>
Affichage	<p>"PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE"</p> <p>"CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"</p>	<p>De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier</p>	LOT 1	<p>Installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chantier</p>
Passerelles	<p>Passerelles nécessaire au dévoiement du flux piéton y compris entretien et dépose</p>		LOT	<p>installation pendant la phase de préparation de chantier.</p> <p>Entretien autant de fois que nécessaire</p> <p>Dépose en fin de chant</p>

2.6. Plan d'installation de chantier

L'entreprise **du LOT 1** soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises sur voirie
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- le bureau de chantier
- les magasins
- les aires de stockage ou de préfabrication
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- le réseau d'alimentation en eau du chantier
- les clôtures
- les accès
- les flux de piétons et d'engins différenciés

3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Application de l'article L 235-16

" Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire , le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail."

3.1. Réseaux divers préalables aux travaux

ELECTRICITE COMPTAGE	Localisation	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison <ul style="list-style-type: none"> défini par les services EDF, défini avec le maître d'ouvrage en limite de parcelle
	Entreprise chargée du raccordement	Gros Œuvre électricité
	Planification du raccordement	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	Gros-Œuvre / Maître d'Ouvrage / VRD
EAU COMPTAGE	Localisation	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini <ul style="list-style-type: none"> par la compagnie fermière par le maître d'ouvrage en limite de parcelle
	Entreprise chargée du raccordement	Gros Œuvre
	Planification du raccordement	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	Gros-Œuvre / plombier / Maître d'Ouvrage / VRD
EAUX USÉES	Localisation	Le réseau EU est situé <ul style="list-style-type: none"> sur la rue <p>Les sanitaires doivent être raccordés sur réseau d'égout par l'entreprise installatrice. En l'absence de réseaux aux abords immédiats, il est fait obligation de raccorder le sanitaire sur une fosse enterrée.</p>
	Entreprise chargée du raccordement	Gros Œuvre / VRD / Plomberie
	Planification du raccordement	Pendant la phase de préparation de chantier et dans l'attente du raccordement sur le réseau définitif, il est admis la mise en place d'un sanitaire de type chimique avec entretien périodique.
	Frais :	Gros-Œuvre / VRD



3.2. Cantonnements

Dispositions Générales :

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité et à l'entreprise du lot Gros Œuvre, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- fiche OPPBTP en vigueur

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en Œuvre et de l'entretien	Répartition des frais
Vestiaires	<ul style="list-style-type: none">• L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 20 personnes.• La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot Gros Œuvre	<ul style="list-style-type: none">• Chauffage• d'armoires vestiaires avec serrure ou cadenas• bancs• patères pour l'accrochage des vêtements humides.• revêtement de sol facilement lessivable	Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.	LOT 1	LOT 1
Réfectoires dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier	<ul style="list-style-type: none">• L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 20 personnes.• La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot Gros Œuvre	<ul style="list-style-type: none">• Chauffage• tables et chaises en nombre correspondant aux vestiaires.• La surface des tables aisément lessivable.• chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises.• Garde-manger ou réfrigérateur	Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.		
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot Gros Œuvre	Aménagement d'escalier à l'entrée du sanitaire	Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier		

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en Œuvre et de l'entretien	Répartition des frais
Locaux existants	Mise à disposition par le Maître de l'ouvrage de locaux existants.	Localisation non encore défini	Les locaux sont aménagés en tables et chaises	LOT 1	LOT 1	LOT 1
	En fin de chantier, replis à l'intérieur du bâtiment. une zone déterminée par le Maître d'Œuvre La suppression du cantonnement extérieur est subordonnée à la mise en service préalable du cantonnement intérieur		mise en fonctionnement sur le réseau définitif d'un sanitaire provisoire d'appartement comprenant la four-niture et pose <ul style="list-style-type: none"> d'un lave main et d'un WC raccordement AEP, EU, EV une porte verrouillable de l'intérieur. Hublot d'éclairage raccordement au réseau chantier	LOT 1	LOT 1	LOT 1

3.3. Nettoyage du chantier

Règles générales	<p>Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit.</p> <p>Chaque entreprise évacuera directement ses déchets en décharge agréée quotidiennement.</p>
Règles générales	<p>Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit.</p>
Bennes à gravois	<p>Il est mis en service, pendant toute la durée du chantier, des bennes en nombre suffisant à l'usage de toutes les entreprises qui sont tenues d'y déposer <u>quotidiennement</u> les résidus de leur activité.</p> <p>Chaque entreprise doit procéder au démontage et compactage de ses emballages et colisages</p>
Tri sélectif	<p>Afin de limiter les coûts de mise en décharge, les entreprises sont invitées à envisager un tri sélectif des gravats et déchets.</p> <p>Dans cette hypothèse, l'entreprise prévoit la mise en place sur chaque benne de panneaux d'affichage amovibles et résistants aux intempéries et sur lesquels doit être indiquée la nature des déchets à y déposer.</p>
Pour la benne 1 : Déchets inertes	- Terre et matériaux de terrassement ; béton armé et non armé ; pierres ; parpaings ; briques ; carrelages ; faïences ; gypse et plâtre ; ardoise ; verres ordinaires ; laines minérales ; matériaux minéraux de démolition mélangés sans plâtre.
Pour la benne 2 : Déchets industriels banals (D.I.B.)	Béton léger (cellulaire) ; fers à béton ; placoplâtre ; métaux ; verres spéciaux (teinté, armé) ; bois non traité avec des produits toxiques ; plastiques et PVC ; polystyrène ; caoutchouc ; moquette ; laine de verre ; emballages non souillés.
Pour la benne 3 : Déchets industriels spéciaux	<p>Bois traités avec des produits toxiques ; peintures et vernis ; solvants ; certaines colles ; matériels souillés (pinces, brosses, chiffons) ; emballages souillés.</p> <p>Les produits amiantés sont évacués directement en décharge appropriée (classe 1 ou 3) par l'entreprise avec remise au maître d'ouvrage de l'original du bordereau du suivi des déchets.</p>
Conditions d'enlèvement des matériaux présentant un risque particulier	<p>Tout produit présentant un risque particulier (matériaux industriels spéciaux) doit être éliminé par et à la charge de chaque entreprise utilisatrice ou ayant un contact avec ces produits.</p> <p>Liste indicative des matériaux concernés métaux (zinc, plomb, étain, chrome, nickel) peinture et vernis - emballage tous produits chimiques hydrocarbures produits de soudage</p>

Moyens mis en Œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Répartition des frais
Bennes à gravois	Emplacement permettant les échanges de bennes sans intervention de la grue à tour	Mise en Œuvre à la fin de la période de préparation	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS
Goulotte	L'entreprise fournit et entretient, à sa charge, les goulottes à gravats.	Mise en place dès la phase démolition Gros Œuvre	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS
Nettoyage des véhicules	Si nécessaire, réalisation d'une aire de lavage des pneus des véhicules sortant du chantier.	Mise en place dès la phase Le chauffeur est chargé du lavage de son véhicule.	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS

4. ELECTRICITE DE CHANTIER

4.1. Force

4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage)

Description	<p>L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> réseau cantonnement réseau alimentation des postes de travail réseau éclairage circulation réseau grue / centrale à béton / aire de préfabrication réseau pour ascenseur réseau pour façade (Plateforme motorisée à niveau variable / plateforme sur mât) <p>Le plan de ce réseau doit être soumis préalablement au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité et après approbation être affiché en permanence dans un lieu accessible. Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation doivent être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du Décret n°88.1056 du 14.11.88 et de la norme NF C 15 100.</p> <p>L'entreprise distribue, installe et alimente :</p> <ul style="list-style-type: none"> le chantier suivant la norme NF P 03 001. ses propres installations les installations communes de chantier chaque bâtiment ou chaque groupe de maisons individuelles jusqu'à une distance de 2 m.
Lot chargé de l'installation	<p>Poste de travail : LOT 1 Cantonnement : LOT 1</p>
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de leur mise en service à chaque modification ou extension annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Entretien de l'installation	<p>Cette installation est maintenue par le lot installateur jusqu'à ce que le Maître d'Œuvre en ordonne l'enlèvement en accord avec le Coordonnateur Sécurité. Le plan de l'installation doit préciser les organes de coupure et de protection et les mesures à prendre en cas d'urgence.</p>

4.1.2. Installations secondaires

Description, implantation et nombre de coffrets	<p>Chaque coffret comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V • prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES • un bouton d'arrêt d'urgence <p>Ces coffrets sont fixés mécaniquement au mur (gaines techniques) ou aisément déplaçable sur pied au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Il est installé au minimum un coffret par niveau et par cage d'escalier.</p> <p>Dans tous les cas, l'installation est suffisante pour éviter l'utilisation de cordons prolongateurs de plus de 25 mètres. Prévoir la mise en Œuvre de 6 coffrets minimum</p>
Lot chargé de l'installation	LOT 1
Consommations	Les consommations, sont placées au débit du compte prorata .
Vérification périodique par organisme agréé	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de leur mise en service • à chaque modification ou extension • annuellement <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
Appareil d'utilisation	<p>L'alimentation depuis les armoires de distribution des étages jusqu'à l'appareillage de chantier est à la charge de chaque entreprise utilisatrice. Le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation et correctement entretenus. Il pourra être demandé aux entreprises de placer Hors Service tout matériel identifié comme défectueux .</p>
Installations particulières aux enceintes très conductrices	L'appareillage et l'éclairage électrique utilisés par les entrepreneurs dans les enceintes très conductrices doivent être alimentés en très basse tension de sécurité ou être équipés de transformateur de sécurité à séparation de circuit placés en dehors de l'enceinte.

4.2. Eclairage

Dispositions générales:

	Description	Lot chargé de la mise en Œuvre et de l'entretien	Vérification périodique par organisme agréé
Éclairage des postes de travail	L'éclairage de chantier est un éclairage de circulation. L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels	TOUS LES LOTS
Consommations	Les consommations, sont placées au débit du LOT 1		



4.3. Matériel électrique utilisé par les entreprises

4.3.1 Cas Général

Caractéristique des appareils d'utilisation	<ul style="list-style-type: none">• Classe 2 à double isolation alimentés en 220 v• Le matériel doit être en parfait état de fonctionnement et vérifié selon périodicité fixé dans le PPSPS de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none">• IP 47 IK 08• Enrouleurs de classe B• Câbles H07 RNF
--	--	---

4.3.2 Cas particulier des interventions en Vide Sanitaire

Caractéristique des appareils d'utilisation	<ul style="list-style-type: none">• Classe 2 à double isolation alimentés en 220 v• Le matériel doit être en parfait état de fonctionnement et vérifié selon périodicité fixé dans le PPSPS de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none">• Dito 4.3.1 Cas général• Alimentation via un transformateur à séparation de circuit placé à l'extérieur de l'enceinte conductrice constituée par le VS.• Ce transformateur ne permet l'alimentation que d'un seul appareil d'utilisation
	<ul style="list-style-type: none">• appareils alimentés en Très Basse Tension de Sécurité (< 24 v)	

5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

5.1. Distribution, installation et alimentation

Origine	Comptage chantier
Description	<p>suivant la norme NF P 03 001. L'entreprise installatrice procédera au raccordement</p> <ul style="list-style-type: none"> des installations communes de chantier (bungalows, aire de lavage des véhicules ..) des ses installations propres (centrale , silo à béton, aire de nettoyage des bennes..) <p>l'installation sera protégée <u>mécaniquement</u> et <u>contre le gel</u> En cas de raccordement en eau brute, prévoir la mise en place de panneau identifiant les points de puisage en eau non potable.</p> <p><u>Consistance de l'installation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de points de puisage en eau potable pour chaque bâtiment
Lot chargé de l'installation	<p>LOT 1 NOTA : Chaque entreprise concernée mettra en place des « manches » pour alimenter les éventuels postes de travail dans les étages.</p>
Consommations	Les consommations, sont placées au débit du compte prorata .
Entretien de l'installation	<p>L' entreprise installatrice assure l'entretien et la maintenance du réseau qu'elle a installé Le plan de l'installation ,doit préciser l'emplacement des robinets d'arrêt.</p>

6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

6.1. Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des lieux de livraison.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent

- à chaque niveau de la construction
- à proximité des postes de travail.

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en Œuvre des matériaux.

6.2. Moyens de levages

Dispositions générales:

Il n'est prévu la mise en place de moyen communs de levage

Nature des engins	Caractéristiques	Lot installateur	Localisation	Lots utilisateurs	Planification	Si prêt de matériel: Conditions à remplir
Grue à tour Ou GMR	L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent	Lot Gros Œuvre Charpente couverture étanchéité Menuiseries extérieures Plaquiste carrelers Lots techniques	Suivant plan installation de chantier du lot Gros Œuvre lot installateur	Lot Gros Œuvre Charpente couverture étanchéité Menuiseries extérieures Plaquiste carrelers Lots techniques	<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition jusqu'à fin de Gros Œuvre La grue est maintenu sur site jusqu'à mise en œuvre des lifts extérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> Convention écrite précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun des entrepreneurs. Fourniture des appareils de levage à la charge de l'entreprise utilisatrice Un chef de manœuvre appartenant à l'entreprise utilisatrice, connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage, est impérativement désigné. Le grutier doit refuser de manutentionner toute charge mal arrimée ou mal élinguée.

NOTA : l'utilisation de treuil « console » sur étau bloqué en force, entre dalles, est absolument prohibée.

6.3. Mesures de prévention

Stabilité des supports et solidité	Après accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage support (note de calcul à l'appui), l'entreprise utilisatrice peut mettre en place le dispositif de levage projeté. Elle prend à sa charge, l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaires, l'enlèvement de son dispositif après usage et la remise en état de l'ouvrage support.
Vérification des engins	Les installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel doivent être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification doivent être tenus à disposition sur site.
Limitations des interférences	Avant toute mise en place sur le chantier d'engins de levage fixes ou mobiles, les entreprises doivent impérativement communiquer au Coordonnateur Sécurité pour accord préalable, le plan d'installation et l'étude des interférences.
Limitation des manutentions manuelle	<p>Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :</p> <ul style="list-style-type: none"> les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux <p>Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider les travailleurs à la mise en Œuvre des matériaux</p>
Prévention des renversements	Le rapport de vérification de la grue à tour mettra en évidence la conformité de son installation avec la recommandation R 406 CNAMTS du 10 juin 2004.
Autorisation de conduite des engins de chantier, de levage, de manutention et des élévateurs de personnel	Les salariés chargés de leurs conduites doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement à l'issue d'une formation adaptée aux engins confiés (CACES ou équivalent) .

7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER

7.1. Circulation de véhicules

Dispositions générales :

Plan de circulation:

L'entreprise **du LOT 1** réalise et soumet au Coordonnateur Sécurité un plan de circulation.

Ce plan doit préciser :

- le sens de circulation des véhicules et engins de chantier.
- la séparation des flux piéton et véhicule.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins:

Toute manœuvre de véhicules et engins à l'intérieur du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Livraison/ Déchargement	Le chauffeur pénètre avec son véhicule dans l'enceinte du chantier sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle sa présence est requise.	Selon plan d'installation de chantier LOT 1	L'entreprise met à disposition du chauffeur une personne compétente pour guider les manœuvres en marche arrière	Tous les Lots	Tous les Lots
Aires de stockage	Plateforme stabilisée et accessible par tout temps	Selon plan d'installation de chantier Gros Œuvre.	Tous les Lots	Tous les Lots	Tous les Lots
Stationnement	<ul style="list-style-type: none"> • Plateforme stabilisée et accessible par tout temps • Prévoir un marquage au sol pour matérialiser les emplacements 	Selon plan d'installation de chantier Gros Œuvre.	Tous les Lots	Tous les Lots	Tous les Lots
Signalisation	Mise en place d'un panneau stop, et d'un panneau directionnel	à l'aplomb du portail de sortie des véhicules lors de la pose de la clôture du chantier.	Tous les Lots	Tous les Lots	Tous les Lots

7.2. Circulation du personnel

Circulation horizontale :

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en Œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Séparation des voies véhicules et personnel chantier	<ul style="list-style-type: none"> Cheminement piétons reliant à pieds secs l'entrée du chantier à la zone de cantonnement. Matérialisation physique au moyen de fiches porte lanterne et filet balis-ville ou équivalent 	Selon plan de circulation Gros Œuvre Ce plan doit préciser : <ul style="list-style-type: none"> le sens de circulation des véhicules et engins de chantier. la séparation des flux piéton et véhicule. 	L'entreprise de Gros Œuvre durant la phase de préparation de chantier	LOT 1	LOT 1
Protection des accès (auvents)	<ul style="list-style-type: none"> Protection lourde de type mardiers jointifs à chants ou équivalent. hauteur libre : 2,00 m minimum 	Au droit de l'entrée principale du bâtiment	Gros Œuvre	LOT 1	LOT 1

Circulation verticale:

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en Œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
Escaliers EXISTANTS	En cas d'impossibilité, elle met en œuvre des tours escaliers y compris déplacement et enlèvement	Escaliers du bâtiment	LOT 1	LOT 1	LOT 1
Échelle acier	Mise en place d' échelles dépassant de 1m le niveau d'arrivée , arrimées en tête ou butées en pied	Accès aux combles	Chaque entreprise concernée	Chaque entreprise concernée	Chaque entreprise concernée

8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES

8.1. Secours

Numéro d'appel en cas d'urgence	Voir liste en annexe	
Implantation du téléphone de secours	Accessibilité	Installation dès le début de l'opération dans un lieu signalé et accessible à tous, libre d'accès jusqu'à la fin des travaux, d'un téléphone à partir duquel il est possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs
	Localisation	Chaque chef d'entreprise est responsable de la parfaite information de ses salariés sur la localisation du poste. Dans l'attente de la ligne raccordée au réseau, il est fait obligation de maintenir sur le chantier un téléphone mobile en état de marche.
	Consommations	Elles sont gérées au titre du compte prorata
	Lot chargé de son installation	Tous les Lots
Accès réservé au secours	L'accès au chantier se fait par l'entrée donnant sur la voie nouvelle. Les circulations ne doivent pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.	
Relation avec les services de secours	Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur titulaire du Lot Gros Œuvre prend contact avec le Centre de Secours des pompiers pour signaler son intervention. En accord avec le Maître d' Œuvre et le Coordonnateur, il est remis un plan de masse aux pompiers mentionnant l'accès pour les interventions et le point de ralliement	

8.2. Incendie

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds	Établissement d'un permis feu, journalier, avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux moyenne avec les zones en activité de l'établissement L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour de leurs vérifications périodiques	
Dispositions prises pour le stockage de produits dangereux	Dépôts de carburant : Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention. Produits inflammables, toxique : Dépôt interdit dans les locaux du chantier ou à l'intérieur du bâtiment en construction . Prévoir un approvisionnement au fur et à mesure des besoins	
Dispositions prises contre le risque d'incendie	Protection contre le risque d'incendie du cantonnement	L'entreprise installatrice met en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.
	Protection contre le risque d'incendie sur les postes de travail	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc...). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.

9. PROTECTIONS COLLECTIVES

9.1. Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d' Œuvre , aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle -même.

.2. Nature des protections collectives

(voir tableau page suivante)

<i>Emplacement</i>	<i>Risques</i>	<i>Type de protection</i>	<i>Responsable de sa mise en place</i>
Pose d'éléments horizontaux de planchers préfabriqués d'usine : - poutres - pré dalles - balcons - corniches	Ruine de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Demande de mise en place d'anneaux de levage • Adéquation de l'étalement sur site avec le plan d'étalement • Mise en Œuvre d'appuis complémentaires provisoires de rives même dans le cas de pose dites « sans étalement » • Mise en place systématique d'un étalement de rive garantissant la longueur d'appui nécessaire en phase provisoire (cf. CPT planchers titre II). • Appareils de levage adaptés aux différents procédés 	Gros Œuvre
Murs et poteaux préfabriqués	Renversement d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité provisoire des ouvrages assurée par 2 dispositifs de stabilisation au minimum • Appareils de levage adaptés au procédé retenu 	Gros Œuvre
Montage des élévations en parpaings, béton cellulaire, briques	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne • Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps et accès intégrés aux plates-formes de travail • protections plaquées sur la face opposée • Ces protections sont compatibles avec la nature de l'ouvrage à réaliser y compris la pose des menuiseries extérieures 	Gros Œuvre
	<ul style="list-style-type: none"> • Renversement d'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Proscrire l'utilisation de mortier retard • Rangs montés quotidiennement limité à 7 • Réalisation des chaînages à l'avancement • Mode opératoire garantissant la stabilité des murs en phase provisoire par l'étalement provisoire de l'ouvrage défini par le bureau d'étude structure 	Gros Œuvre
Rive de plancher toiture terrasse Acrotère hauteur < 1 m	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps enfilés en tête d'acrotère. • Incorporation de fourreaux PVC ø 27 mm espacés de 1,5 m • Garde-corps à pinces tous les 1,50 m . • Pose des costières, coiffes d'acrotères sous protection individuelle 	Mise en place par le Gros Œuvre, entretien et dépose par l'étancheur
NOTA : La dépose de la protection mise en place par le Gros Œuvre est faite par le lot étanchéité, sur ordre du Maître d' Œuvre lorsque tous les travaux sont terminés et après avoir vérifié que les dispositifs d'ancrages définitifs participant à la mise en sécurité du personnel ou garde-corps définitif sont réalisés. Ces protections doivent permettre au personnel de réaliser les finitions (pose des couvertines) en toute sécurité			
Ouvertures verticales avec allège < 1,00 m	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Fixation des garde corps en tableaux , compatibles avec la pose de la menuiserie extérieure et de la serrurerie. 	Gros Œuvre Serrurerie Maître d'Œuvre
Trémies d'escaliers	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps sur les paliers • Escaliers définitifs ou tours escaliers provisoires 	Gros Œuvre
trémies > 0.30m de coté	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne • Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps compatibles avec la pose des réseaux verticaux 	Gros Œuvre
Trémies < 0.30m de coté	Chute d'objet	<ul style="list-style-type: none"> • Plaque d'obturation spittée, armatures continues 	Gros Œuvre
Trémie pour skydômes et lanterneaux en terrasse	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne • Chute d'objet • Infiltration d'eau dans le bâtiment 	<ul style="list-style-type: none"> • Obturation en <u>sous face</u> assurant surface de recueil. • Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des lanterneaux • Constitution de batardeaux en périphérie des trémies 	Gros Œuvre
	<ul style="list-style-type: none"> • Électrification 	<ul style="list-style-type: none"> • Évacuation provisoire des eaux pluviales jusqu'au raccordement des 	Gros Œuvre

Rive de plancher toiture terrasse Acrotère hauteur < 1 m	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps enfilés en tête d'acrotère. • Incorporation de fourreaux PVC ø 27 mm espacés de 1,5 m • Garde-corps à pinces tous les 1,50 m . • Pose des costières, coiffes d'acrotères sous protection individuelle 	Mise en place par le Gros Œuvre , entre-tien et dépose par l'étancheur
	NOTA : La dépose de la protection mise en place par le Gros Œuvre est faite par le lot étanchéité, sur ordre du Maître d' Œuvre lorsque tous les travaux sont terminés et après avoir vérifié que les dispositifs d'ancrages définitifs participant à la mise en sécurité du personnel ou garde-corps définitif sont réalisés. Ces protections doivent permettre au personnel de réaliser les finitions (pose des couvertines) en toute sécurité		
Trémie d'accès aux combles	• Electrocuton	descentes définitives	
	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Protections périphériques par garde corps • Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des trappes • Constitution de batardeaux en périphérie des trémies 	Gros Œuvre
Bas de pente de toiture tuiles Égout : corniche en béton Pignon en béton	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne • Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> • Plate-Forme de travail sur console • Potelets espacés 1,50 m maxi avec filets, fixés sur charpente ou sur fermettes 	Charpente couverture
	NOTA : La protection verticale doit être mise en place avant la pose du litzage et ne peut être enlever qu'après la pose des crochets permettant la mise en sécurité pour réaliser les finitions Dépose des garde corps par le lot couverture tuiles .		
	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne • Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> • Réserve diamètre à déterminer par le couvreur pour enfilage des garde-corps sur la corniche ou tête de mur espacement 1,50 m. 	Gros Œuvre met en place les éléments (fourreaux) fournis par le couvreur
	NOTA : <ul style="list-style-type: none"> • Indications fournies par le couvreur • Le Gros Œuvre vérifie la faisabilité technique (BET) • L'entreprise charpente/couverture prendra contact avec le Gros Œuvre si la mise en place de fourreaux en tête de voile est nécessaire (fourniture : charpente ; pose : Gros Œuvre). • Dépose des garde corps par le lot couverture tuiles • Ces protections verticales ne seront enlevées que sur ordre du maître d' Œuvre, après s'être assuré de la mise en œuvre des crochets participants à la mise en sécurité du personnel 		
	<ul style="list-style-type: none"> • Chute de personne • Chute d'objet 	<ul style="list-style-type: none"> • Égout : pose de garde-corps par enfilage sur la corniche béton, espacement 1,50 m. 	Gros Œuvre
		<ul style="list-style-type: none"> • Pignons : pose des protections plaquées 	Charpente couverture
Travaux en élévation sur nacelle	NOTA : <ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise Charpente/Couverture prendra contact avec le Gros Œuvre pour les réservation nécessaires dans les voiles pour la pose des protections plaquées. • Dépose de garde corps sur égout par le charpentier / couvreur • La protection verticale doit être mise en place avant la pose du litzage et ne peut être enlever qu'après la pose des crochets permettant la mise en sécurité pour réaliser les finitions L'entreprise de Charpente/Couverture confirmera dans son PPSPS le mode opératoire		
	<ul style="list-style-type: none"> • Renversement d'engin • Chute d'objet • Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Remblaiement en périphérie dès la réalisation du plancher haut du dernier sous-sol • Traitement de surface en pied de façade en sur-largeur de 2 m par rapport à la façade 	OPC / terrassement
		<ul style="list-style-type: none"> • Nacelles à jour de leur vérifications réglementaires avant mise en service sur site • Copie du rapport à disposition sur site • Balisage en pied 	Entreprise utilisatrice

Rive de plancher toiture terrasse Acrotère hauteur < 1 m	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> • Garde-corps enfichés en tête d'acrotère. • Incorporation de fourreaux PVC ø 27 mm espacés de 1,5 m • Garde-corps à pinces tous les 1,50 m . • Pose des costières, coiffes d'acrotères sous protection individuelle 	Mise en place par le Gros Œuvre , entretien et dépose par l'étancheur
	<p>NOTA : La dépose de la protection mise en place par le Gros Œuvre est faite par le lot étanchéité, sur ordre du Maître d' Œuvre lorsque tous les travaux sont terminés et après avoir vérifié que les dispositifs d'ancrages définitifs participant à la mise en sécurité du personnel ou garde-corps définitif sont réalisés. Ces protections doivent permettre au personnel de réaliser les finitions (pose des couvertines) en toute sécurité</p>		
		<ul style="list-style-type: none"> • Mise à disposition du personnel de harnais de sécurité • Formation du personnel à l'utilisation des engins 	
Travaux en élévation sur Échafaudages	<ul style="list-style-type: none"> • Renversement d'échafaudage • Chute d'objet • Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Remblaiement en périphérie dès la réalisation du plancher haut du dernier sous-sol • Traitement de surface en pied de façade en sur largeur de 2 m par rapport à la façade 	OPC / terrassement
		<p>Constitution et montage suivant décret n° 2004-924 du 1° septembre 2004 modifiant le code du travail du 08 01 65 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planchers de travail complets • Garde-corps périphériques avec plinthe • Accès par échelle intérieure + trappe, en quinconce • Stabilité par étayage complémentaire • Balisage en pied • Stabilisation par jambes de force ou ancrage en façade (1/ 24 m² non bâché) 	Entreprise utilisatrice
Intervention en façade	<ul style="list-style-type: none"> • Renversement d'engin • Chute d'objet • Chute de personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Traitement de surface en pied de façade en sur largeur de 2 m par rapport à la façade 	VRD Entreprise utilisatrice

9.3. Mise en place d'équipements communs

Il n'a pas été prévu de Mise en place d'équipements communs.

10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

10.1. Présence d'amiante

Préambule	Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l'Ouvrage doit faire procéder à l'établissement d'un diagnostic de recherche d'amiante et de son état de conservation. démolition (article R 1334-27 du code de la santé publique, arrêté du 02.01.2002, norme NF X 46-020) réhabilitation (article L 230-2 du code du travail, décret 96.98 modifié, norme NFX 46-020)
Lots concernés	Tous les lots
Localisation	Suivant plan de repérage figurant dans le diagnostic Les éléments contenant de l'amiante devront être clairement identifiés sur site (modalité à définir dans le PPSPS). Les zones concernées doivent être balisées et interdites d'accès.
Référence du rapport de diagnostic	Le résultat de ce diagnostic est CONNU Présence d'amiante Le rapport sera joint au DCE. (AC ENVIRONNEMENT – Agence du Var) Référence : 002S0000091-1 A communiquer pour toute correspondance Réalisé le : 22/11/2019
Conditions d'évacuation et d'élimination	• SUIVANT LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR Dans les deux cas, le Plan de Retrait établi par l'entreprise et diffusé à l'inspection du travail sera communiqué, dans le même temps, au Coordonnateur Sécurité.
Condition d'encapsulation des matériaux.	Entrepreneur avec formation. Mode opératoire diffusé à l'inspection du travail copie au Coordonnateur sps.

10.2. Présence de plomb

Préambule	Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l'Ouvrage devra faire procéder à l'établissement d'un diagnostic de recherche de plomb et de son état de conservation. Le résultat de ce diagnostic n'est connu à la date d'établissement du présent PGC. Le rapport sera joint au DCE.
Lots concernés	Tous les lots
Localisation :	Suivant plan de repérage figurant dans le diagnostic Les éléments contenant du plomb devront être clairement identifiés sur site (mode à définir dans le PPSPS).
Référence du rapport de diagnostic	Le résultat de ce diagnostic est CONNU Présence de plomb Le rapport sera joint au DCE. (AC ENVIRONNEMENT – Agence du Var) Référence : 002S0000091-1 A communiquer pour toute correspondance Réalisé le : 22/11/2019
Conditions d'évacuation et d'élimination	Suivant : <ul style="list-style-type: none"> Principes généraux de prévention : loi n° 91-1414 du 31 12 1991 Prévention des risques chimiques : décret n° 92-1261 du 03 12 1992 réglementation relative à la protection des travailleurs exposés au plomb : décret n° 88-120 du 01 02 1988 protection et salubrité dans les chantiers du BTP : décret n° 65-48 du 08 01 1965 Dépose, enlèvement et export en décharge agréée par le lot 1 et 2: utilisation des protections individuelles adaptées.

10.3. Travaux de démolition

Conservation des façades / Démolition

L'attention de l'**entreprise chargée de la démolition** est attirée sur le fait qu'en préalable à toute démolition, elle doit procéder à :

- un diagnostic
- l'établissement d'une méthode de démolition avec par phase, les moyens de prévention adaptés aux risques.
- l'établissement d'une méthode de confortement lié à la démolition / conservation.
- l'approbation de ces éléments par un bureau d'étude.
- la mise en sécurité vis à vis des tiers est réalisée (exemple : filet pare gravats doublés de filets micro mailles en façade) avant toute intervention

Déconnexion des réseaux

Les entreprises de chauffage **plomberie** et **électricité** procéderont préalablement au démarrage des travaux de démolition à la déconnexion des réseaux dont elles ont la charge.

Suite à leur intervention, elles produiront chacune pour ce qui les concerne un **certificat de déconnexion** adressé au **Maître d'Ouvrage** et au **Maître d'Œuvre**.

Une copie de ce certificat est communiquée au Coordonnateur Sécurité.

Disposition en cas de litige

L'absence d'un certificat de déconnexion constitue un **point d'arrêt** aux travaux de démolition.

Travaux	Risques	Type de protection	Responsable de sa mise en place
Démolition manuelle Démolition mécanique	•explosion •électrification	•Neutralisation préalable des réseaux par les concessionnaires •Certificats de déconnexions	Maître d'ouvrage Maître d'Œuvre. Lots plomberie et électricité
Démolition manuelle	•chute de hauteur	•Privilégier la destruction mécanique Dans la négative : •Conservation des escaliers le plus longtemps possible •Mise en place de garde-corps en rive des planchers et des ouvertures •Limiter les conséquences de chutes par la mise en place d'avent constituant surface de recueil	Lot 01 Gros Œuvre
Démolition manuelle Evacuation des gravats	•chute de hauteur	•Obturation des ouvertures existant dans les planchers •Limiter la surface des trémies d'évacuation à 1m ² maximum •Réalisation des trémies en commençant par le plancher supérieur	
Démolition mécanique	•chute de plain pied •blessures au pieds	•évacuation des gravats à l'avancement •dégagement des circulations	Lot 01 Gros Œuvre
Démolition mécanique	•effondrement non contrôlé	•délimitation de la zone d'effondrement •neutralisation des voies adjacentes pendant les phases de démolition mécanique •évacuation du personnel	Lot 01 Gros Œuvre
Démolition mécanique	•chute et projection de matériaux	•adéquation des engins(longueur de bras) avec la hauteur du bâtiment et les distances de recul possible	Lot 01 Gros Œuvre
Démolition mécanique	•dommages aux ouvrages voisins et au tiers	•isolation, désolidarisation préalable des immeubles tiers	Lot 01 Gros Œuvre
Démolition mécanique	•nuisances dues au bruit à la poussières	•Respect des plages horaires imposée par la ville de Nîmes •Arrosage des gravats	Lot 01 Gros Œuvre
Effondrement	•chute et projection de	•délimitation matérielle de la zone d'effondrement	

Travaux	Risques	Type de protection	Responsable de sa mise en place
provoqué	matériaux	<ul style="list-style-type: none"> ● évacuation et interdiction d'accès dans le bâtiment et la zone d'effondrement 	Lot 01 Gros Œuvre
Effondrement provoqué partiel	<ul style="list-style-type: none"> ● ruine de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> ● Limiter la présence d'opérateur dans les parties restantes de la construction ● s'assurer de la stabilité des zones encore accessibles 	
Effondrement inopiné	<ul style="list-style-type: none"> ● ensevelissement ● ruine de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> ● éviter l'accumulation de gravats sur les planchers ● pas d'abattage d'éléments sur les planchers ● prise en compte des vibrations ou modifications apportées par la démolition ● étayer les planchers vétustes ● éliminer les ouvrages en saillie ou en porte à faux ● interdire le sapement à la base sauf étude préalable ● engins munis de cabine de protection 	
Manutention des charges	<ul style="list-style-type: none"> ● chute de plain pied 	<ul style="list-style-type: none"> ● définir les chemins de circulation et emplacements de stockage éventuels 	
Manutention des charges	<ul style="list-style-type: none"> ● renversement ● chute d'objets 	<ul style="list-style-type: none"> ● Appareils et engins et appareils de levage à jour de leur vérifications périodiques avant mise en service sur site ● Adéquation des appareils avec les charges à manutentionner 	
Oxycoupage	<ul style="list-style-type: none"> ● incendie 	<ul style="list-style-type: none"> ● Arrosage des gravats ● Vérification régulière des raccords et flexibles ● Utilisation de dispositifs anti-retours 	

Déconnexion des réseaux	<p>L'entreprise fera procédé préalablement au démarrage des travaux de déconstruction à la déconnexion des réseaux.</p> <p>L'obtention d'un certificat de déconnexion des services concernés constitue un préalable à la poursuite Suite à l'intervention, elle obtiendra produiront chacune pour ce qui les concerne un c adressé au Maître d' Ouvrage et au Maître d' Œuvre.</p> <p>Une copie de ce certificat est communiquée au Coordonnateur Sécurité.</p>
Disposition en cas de litige	<p>L'absence d'un certificat de déconnexion constitue un point d'arrêt aux travaux de démolition.</p>

10.4. Travaux en tranchées

Description	Travaux de terrassement pour la réalisation des réseaux
risques spécifiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. chute de hauteur 2. ensevelissement / effondrement de talus 3. déversement d'engin
Conditions d'intervention	<ol style="list-style-type: none"> 1. protection périphérique en retrait de 1,50m de la tête de talus avec plinthe basse échelles d'accès au fond de tranchée Mise en place de passerelle pour permettre le franchissement des tranchées en sécurité 2. Inclinaison des talus suivant rapport du géotechnicien stockage éloigné des têtes de tranchées protection périphérique en retrait de 1,50m de la tête de talus avec plinthe basse rabattement de nappe blindage systématique lorsque : <ul style="list-style-type: none"> • la hauteur de la tranchée est supérieure ou égale à 1.3 m et sa largeur est inférieure aux 2/3 de sa profondeur (Art. 66 du Décret du 08.01.65). • la cohésion du terrain ne permet pas de garantir la tenue des terres (l'application de la Re-commandation C.R.A.M. du 14.03.96 jointe en Annexe est rendue obligatoire sur la présente opération). 3. personnel chargé de la conduite des engins doit être titulaire du CACES correspondant balisage 2 faces des tranchées ouvertes + de 24 heures Balisage en retrait, interdiction d'accès à la proximité des tranchées par barrières amovibles
Responsable de la mise en œuvre	<p>Lot : VRD</p> <p>Lot : Gros Œuvre et ses sous-traitants</p>

10.5. Travaux de fondations

Localisation	Fondations du bâtiment
	Réalisation des semelles isolées et semelles filantes
Risques spécifiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. chute de hauteur 2. effondrement de talus 3. déversement d'engin 4. heurt 5. chute d'objet 6. Nuisance : bruit / vibrations
Conditions d'intervention	<ol style="list-style-type: none"> 1. Protection périphérique en retrait de 1,50m de la tête de talus avec plinthe basse Tour escalier permettant l'accès à la plate forme terrassée depuis le niveau rez de chaussée Balisage des fouilles en attente 2. Inclinaison des talus suivant rapport du géotechnicien Stockage éloigné des têtes de talus Plan de terrassement élaboré par le Gros Œuvre et transmis au terrassier / Maître d'Œuvre / Coordonnateur Mise en place d'une protection contre le risque de chute d'objet : polyane armée ou grillage 3. Personnel chargé de la conduite des engins doit être titulaire du CACES correspondant Rampe d'accès aux engins de terrassement stabilisée

4. Intervention hors co-activité
Port de baudriers réfléchissants pour l'ensemble du personnel
Avertisseurs de recul sonores ou lumineux en parfait état de marche
5. Purge des talus
Stockage éloigné des têtes de talus

Mode opératoire et moyen mécanique en adéquation avec la nature du risque

Responsable de la mise en œuvre

Lot : Gros Œuvre et ses sous-traitants

10.6. Ouvrages particuliers à réaliser

Localisation

Travaux en vide sanitaire

Risques spécifiques

1. Pénibilité du travail
2. Asphyxie, malaise
3. Electrisation; électrocution

Conditions d'intervention

1. En parallèle avec l'avancement des travaux , rabatement de nappe par le **lot Gros Œuvre**
Le mode constructif s'orientera vers un accrochage des canalisations sur les soubassement périphériques.
2. Pas de travailleurs isolés sur le chantier , une équipe de 2 ouvriers dont une restant à l'extérieur du VS est requise.
Absence d'appareils à émission de CO2 ou mise en place d'une ventilation forcée
3. Cf. 4.3. Matériel électrique utilisé par les entreprises

Responsable de la mise en œuvre

Entreprises concernées
lot plomberie
lot Gros Œuvre

10.7. Utilisation ou exposition à des produits dangereux

Nature des produits

- Colle, résine, peinture, matériaux d'isolation, mousse polyuréthane,
- NOTA: Utilisation de produits chimiques dangereux : à performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité doit être retenu.

Localisation des interventions

Pièces fermées ou peu ventilées, circulations communes.

Risques spécifiques

- Explosion, incendie
- Inhalation de produit nocif ou toxiques
- Inhalation de vapeurs ou gaz toxiques
- Inhalation de poussières
- Heurt

Conditions d'intervention

Les travaux générateurs de nuisances tels que émanation de vapeurs nocives ou de poussières, sont à réaliser en priorité en atelier.
En cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens collectifs adaptés aux situations de co-activités :

- ces travaux sont réalisés hors co-activité
- ventilation des locaux par des moyens naturel ou mécanique
- choix des techniques et des modes opératoires à réduire sinon à éliminer les risques liés à l'émanation, l'inhalation

L'entreprise transmet impérativement au Coordonnateur la fiche de sécurité des produits à utiliser
L'entreprise générant des nuisances particulières tel que défini ci avant, doit, en plus des EPI fournis à ses employés, prendre les dispositions nécessaires pour protéger les autres personnes travaillant à proximité

Responsable de la mise en œuvre

Entreprise concernée par la mise en œuvre de ces produits

11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ

11.1. Organisation de la phase préparation de chantier :

L'organisation suivante est retenue :

1. installation de chantier : clôtures, bungalow.
2. en parallèle : réalisation des voies d'accès intérieures, réalisation des réseaux primaires.
3. fin de l'installation de chantier avec raccordements de tous les fluides.
4. terrassements généraux bâtiments et suite suivant le planning de l'OPC

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier

En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'Œuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

11.2. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

Lots concernés	Tous les Lots	
Localisation	Toiture - Fenêtres - à l'aplomb des postes de travail	
Mesures prises	Cas de l'entreprise générale :	Ces dispositions ne peuvent être confirmées qu'après désignation de l'entreprise, et sont fonction de l'enchaînement des tâches et du planning de travaux T.C.E. que l'entreprise établit. En l'absence de calendrier de travaux ce chapitre ne traite que des généralités. Suivant planning prévisionnel des travaux joint au dossier DCE. En cas de la non application de ces consignes, le Coordonnateur SPS se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage le gel provisoire de ces zones de travail.
	Travaux superposés	D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, sont mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.
	Chutes d'objets	Les entreprises veillent à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières). Ces mesures doivent être mentionnées dans le P.P.S.P.S. En cas d'impossibilité, il est exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction formelle d'accès pour une période définie, modifications des accès provisoires, protection renforcée surveillance renforcée).
	Protection liée à la superposition des tâches dans un lot	Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage.
	Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots	Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en Œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

	Co-activité - Simultanéité	<p>Le Maître d' Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée.</p> <p>La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.</p>
	Co-activité - Simultanéité	<p>Le Maître d' Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisation des colonnes ballastées : groupe de villas • charpente couverture • VRD/façades • soudure, meulage • mise en place d'un échafaudage commun : mise en place par le façadier au titre du compte inter entreprise - utilisation par le charpentier/couvreur pour réaliser l'habillage en sous face des avancées de toit. <ul style="list-style-type: none"> • utilisation par le charpentier/couvreur pour la mise en place des chéneaux et descentes EP -utilisation par le serrurier pour la mise en place du garde-corps définitif en protection contre les chutes sur les balcons la gestion des temps est à régler par l'OPC. • .mise en place de recettes à matériaux : • mise en place par le Gros Œuvre au titre du compte inter entreprise • emplacements en quinconce, pour rendre accessible R+1 ; R+2 ; R+3. • utilisation par le lot cloison, le lot carrelage, le lot plombier, le lot serrurerie • les emplacements sont à gérer par les entreprises intervenantes et reproduites sur la plan d'installation de chantier. • la gestion des temps est à régler par l'OPC <p>Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne.</p> <p>La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.</p>

12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Proposition de formules à insérer dans les contrats de maîtrise d'Œuvre :

M Olivier SCHMIDT est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L235.4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que le maître d'Œuvre doit fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission et notamment doit rechercher avec le coordonnateur :

- les meilleures conditions d'exécution en sécurité des travaux au niveau des choix architecturaux et des délais,
- les meilleures conditions d'interventions ultérieures sur les ouvrages, en sécurité, et faire figurer dans le dossier de conception les dispositifs spécifiques prévus à cet effet.
- rédiger les mesures d'organisation générale du chantier qu'il a arrêtées en concertation avec le coordonnateur.
- se tenir informé des indications portées dans le Registre Journal, qu'il devra parapher avec ses observations éventuelles lorsqu'elles le concernent.
- insérer dans les dossiers de consultation et de marché des entreprises les documents que lui fournira le coordonnateur (PGCSPS, avec notamment les équipements collectifs de chantier).
- participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, avec voix délibérative dans le cas d'opération de niveau 1.

Le maître d'Œuvre rendra le coordonnateur destinataire des éléments nécessaires à la réalisation de sa mission, notamment tout document : pièces écrites et plans (esquisse, avant-projet, projet, exécution), descriptifs, comptes rendus des réunions (de programmation, d'études, de planification et de chantier) et convocations aux réunions prévues.

Proposition de formules à insérer dans les marchés d'entreprise :

M . Olivier SCHMIDT est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L235.4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que les entreprises et leurs sous-traitants devront lui fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission.

Les entreprises et leurs sous-traitants devront :

- Connaître l'autorité et les moyens dont dispose le coordonnateur.
- Visiter le chantier avec le coordonnateur, préalablement à l'établissement de leur PPSPS.
- Établir, pendant la période de préparation du chantier ou à défaut dans les 30 ou 8 jours de la notification des marchés, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé, en tenant compte du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé établi par le coordonnateur et joint au dossier de consultation.
- Remettre leur PPSPS au coordonnateur en autant d'exemplaires que nécessaire (l'entreprise de gros Œuvre ou du lot principal ou exécutant des travaux comportant des risques particuliers devra en outre transmettre au coordonnateur sécurité les exemplaires de son PPSPS nécessaires à la diffusion aux autres entreprises, en autant d'exemplaires que de lots définis au dossier d'appel d'offres).
- Adresser au coordonnateur les bordereaux à jour de leurs plans d'exécution et à sa demande les plans d'exécution dont il aurait besoin.
- Tenir compte des indications notées sur le Registre Journal, le parapher et si nécessaire y répondre.

13. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

13.2. Lot principal

<p>Règle de diffusion et de communication</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonnateur • Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté pour avis, par: le médecin du travail de l'entreprise • les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel • L'entreprise chargée du Gros Œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (liste fixée par Arrêté) doit communiquer son P.P.S.P.S. : <ul style="list-style-type: none"> à l'inspecteur du travail au Service Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CARSAT) au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P. au chantier (disponibilité permanente) <p><u>SUIVI</u> Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.</p>
<p>Contenu</p>	<p><u>P.P.S.P.S.</u> Ce document doit être établi par toute entreprise intervenante. La réflexion sur les risques engendrés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés s'élargit aux mesures prises pour prévenir les risques générés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chantier et son environnement • les autres entreprises • l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants • description du mode opératoire concernant un ouvrage spécifique et/ou démolition, création de sous-Œuvre, désamiantage, décapage du plomb <p>L'entrepreneur qui, après analyse, estime que l'exécution des travaux ne présente aucun risque doit en faire mention expresse sur le plan.</p> <p>Le P.P.S.P.S. doit présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité". Seuls les entrepreneurs de Gros Œuvre, du Lot principal ou de présentant des travaux à risques particuliers, sont tenus d'envoyer leur P.P.S.P.S. à la CARSAT., l'O.P.P.B.T.P., l'Inspection du Travail, avant toute intervention sur le chantier. A cet envoi est joint l'avis du Médecin du Travail ainsi que celui des membres du C.H.S.C.T. ou à défaut des délégués du personnel.</p> <p><u>Objectif</u> Rattacher étroitement des mesures de prévention aux procédés et modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent. Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.</p>

13.2. Sous-traitance

<p>Diffusion du P.G.C.</p>	<p>Le titulaire d'un marché est tenu de remettre le P.G.C. à ses sous-traitants. Il doit, de plus, leur remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenue en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS).</p>
<p>Etablissement du P.P.S.P.S.</p>	<p>Chaque sous-traitant dispose alors d'un délai d'au moins 8 jours pour établir son PPSPS, après réception du contrat signé par l'entrepreneur et remise des documents cités ci-dessus.</p>

13.3. Locatiers

Procédure dite simplifiée

Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant, faisant appel aux services d'un « locatier », devra nous transmettre la copie du livret d'accueil, signé par les deux parties et comprenant :

- coordonnées du « locatier »
- moyens matériels mis à disposition
- date et durée estimée de l'intervention
- zone d'intervention
- consignes écrites précisant les conditions de l'intervention du « locatier » : environnement du chantier , utilisation de l'engin, sous l'autorité directe du titulaire du marché et /ou son sous-traitant
- engagement écrit du locatier précisant qu'il respectera les consignes contenues dans le PPSPS du titulaire du marché et /ou son sous-traitant

P.P.S.P.S.

Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant devra transmettre au « locatier » leur PPSPS.

13.4. Livraison

Protocole de sécurité

Nous recommandons la mise en place protocole de sécurité établi dans le cadre d'échange préalable entre entreprises (arrêté du 26 04 1996 articles 2, 3 et 4)

14 - COLLÈGE INTER-ENTREPRISES DE SECURITE DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T.)

14.1. Constitution d'un C.I.S.S.C.T.

Sans Objet, le chantier est classé en catégorie 2

15. LISTE DES INTERVENANTS

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CORRESPONDANT
Maître d'Ouvrage	SAIEM 247 Rue Jean Aicard 83300 DRAGUIGNAN	Mr Laurent PANETTA
Maître d'œuvre Conception	PIERRE MARINO ARCHITECTE DPLG 40, Quai d'Agrippa 83600 FREJUS	Mr Pierre MARINO
Maître d'œuvre Réalisation	CHRISTOPHE PISANO 1442 Vielle route de Grasse La Sambre N°20 83300 DRAGUIGNAN	Mr Christophe PISANO
Coordonnateur Sécurité Conception	S.O 4668, Route de Brignoles 83149 BRAS 06 37 83 92 04 so.schmidtolivier@gmail.com	Mr Olivier SCHMIDT
Coordonnateur Sécurité Réalisation	S.O 4668, Route de Brignoles 83149 BRAS 06 37 83 92 04 so.schmidtolivier@gmail.com	Mr Olivier SCHMIDT
Inspection du Travail	177, bld Charles BARNIER BP 131 83071 TOULON CEDEX T : 04.94.09.64.58 F : 04.94.09.65.40	MME OCHS - TABARLY
CARSAT	Département Prévention A.T. – Z.U.P. De la Rode - Rue Emile Olivier T : 04.94.46.89.62 F : 04.94.46.89.6	M. SCAVINO
O.P.P.B.T.P.	375 Bd Michelet 13009 MARSEILLE T : 04.91.71.48.48 F : 04.91.22.66.64	M. MOULARD



16. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

Pompiers	Tel fixe :18 Tel portable :112
SAMU	Tel fixe :15 Tel portable :112
. Police Nationale	Tel fixe :17 Tel portable :112
Urgence hôpital de DRAGUIGNAN	04.94.40 21 21
. Centre anti-poison Marseille	04.91.75.25.25
Météo	08.36.68.02.30
Odeur de Gaz	0810 433 030

ANNEXE A:

Prise en compte des mesures COVID-19

Organisation Générale du chantier

Cette annexe sert de mise à jour du pgc, concernant le traitement de la Pandémie type CORONAVIRUS. IL EST IMPERATIF DE PRENDRE EN COMPTE QUE LES MESURES DECRISES POURRONT ETRE AMENEES A EVOLUER, LORS DE LA PARUTION DU GUIDE OPPBTP TRAITANT DE CE SUJET.

Une situation de pandémie (ex. Coronavirus COVID-19) impose une vigilance toute particulière dans l'intérêt des salariés et des entreprises. Le Code du travail impose à l'employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la protection de la santé de son personnel (Art. L. 4121-1) : à ce titre il procède à une évaluation du risque professionnel en tenant compte de l'épidémie afin de réduire au maximum les risques de contagion sur le lieu du travail ou à l'occasion du travail par des mesures telles que des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place de moyens adaptés, conformément aux instructions des pouvoirs publics :

Ces dispositions, ainsi que celles, décrites ci dessous, devront être intégrées à la mise à jour de tous les P.P.S.P.S. des entreprises lesquels devront être mis à jour.

Votre Document Unique devra également être mis à jour pour intégrer ses risques nouveaux et les dispositions à prendre.

Les Mesures Barrières devront être appliquées.

« Face aux infections respiratoires, il existe des gestes simples pour préserver votre santé et celle de votre entourage :

- **Se laver les mains très régulièrement.**

Pourquoi? Se laver les mains avec une solution hydro alcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

- **Respecter les règles d'hygiène respiratoire Tousser ou éternuer dans son coude. Utiliser des mouchoirs à usage unique.**

Se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou avec un mouchoir en cas de toux ou d'éternuement – jeter le mouchoir immédiatement après dans une poubelle fermée et se laver les mains avec une solution hydro alcoolique ou à l'eau et au savon.

Pourquoi ? Se couvrir la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement permet d'éviter la propagation des virus et autres agents pathogènes.

- **Éviter les contacts proches - Saluer sans se serrer la main, éviter les embrassades**

Maintenir une distance d'au moins 1 mètre avec les autres personnes.

Pourquoi? Lorsqu'une personne infectée par un virus respiratoire, comme la COVID-19, tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes contenant le virus. Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler le virus.

- **Porter un masque quand on est malade (sur prescription médicale). »**

En outre,

- Les salariés devront circuler avec les autorisations de sortie mises en place par le gouvernement, accompagnées des attestations de vos employeurs (précisant les adresses de vos chantiers).
- IL faudra supprimer la coactivité simultanée entre salariés des différentes entreprises (à organiser par le maître d'œuvre avec les entreprises concernées). Si impossible à organiser, le respect des mesures barrières devra être assuré, notamment la distance d'un Mètre. Si le port des masques ne peut se faire, il faudra arrêter les tâches.
- Les salariés des entreprises ne pourront pas venir sur site, en covoiturage.
- Chaque Chef d'entreprise rédigera et signera une attestation sur l'honneur, s'engageant à mettre en œuvre et à respecter les mesures décrites dans ce document et celles décrites dans son ppsps
- Chaque entreprise désignera un Référent covid 19

BASE VIE ET LOCAUX COLLECTIFS

- Les surfaces et les lieux collectifs, Sanitaires, Réfectoires et Vestiaires devront être intégralement nettoyés chaque jour, les zones de contacts, tables, poignées de portes, de fenêtres, d'équipements électroménagers devront être particulièrement désinfectées, ainsi que les équipements individuels (téléphones, lunettes, bouchons d'oreilles...). Les zones de contacts, les éléments manipulés fréquemment etc. devront être nettoyés plusieurs fois par jours.
Le personnel amené à faire ces tâches devra être équipé de gants de ménages et de bottes.
 - L'entreprise de Gros œuvre réalisera cette prestation
- Les équipements individuels (téléphones, lunettes, bouchons d'oreilles...) devront être particulièrement désinfectés, ainsi que. Les zones de contacts, les éléments manipulés fréquemment etc. devront être nettoyés plusieurs fois par jours.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Approvisionner régulièrement en savon les sanitaires pour permettre un lavage régulier des mains.
 - L'entreprise de Gros œuvre réalisera cette prestation
- Les rassemblements sur site sont interdits ; au moment des repas, Les distances de sécurité édictées par les pouvoirs publics et les gestes barrières devront être respectés. Les entreprises devront se succéder dans le réfectoire.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Réduire la capacité nominale des espaces communs par deux.
 - L'entreprise de Gros œuvre réalisera cette prestation
- Mettre en place des marqueurs au sol pour faire respecter une distance de au moins un mètre.
 - L'entreprise de Gros œuvre réalisera cette prestation
- Organiser l'usage des réfectoires par tour afin de limiter le nombre de personnels à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité. Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas. Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Faire afficher les consignes gouvernementales dans les lieux collectifs (vestiaires, toilettes, lavabos, salle de réunion) et faire procéder à une explication par les entreprises à leurs salariés.
 - Affichage par le LOT PRINCIPAL – Explication par chaque chef d'entreprise

En cas d'absence de Lot PRINCIPAL (par exemple phase, terrassement, ou Fondations spéciales ou soutènement, chaque entreprise devra assumer les dispositions prévues pour être réalisées par le PRINCIPAL)

ESPACE CHANTIER

- L'organisation du travail doit être au maximum adaptée, par exemple la rotation d'équipe.
- Chaque chef d'entreprise devra désigner un responsable présent sur site en permanence pour faire respecter les mesures et l'application de celles-ci.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Il n'y aura aucun salarié d'une entreprise, seul sur le site, à minima deux personnes. Les personnels devront venir et partir au même moment.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Le prêt de matériel est interdit désormais, pour éviter les contacts. (Prêt de matériel intra entreprise, le prêt entre entreprise est déjà interdit, individualisation des outillages)
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Les engins de chantier utilisés : Désinfecter les surfaces entre chaque utilisateur et utilisation
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise

- Lors de l'utilisation des engins de levage, lors des opérations de levage, les salariés amenés à manipuler les protections collectives devront le faire en portant des gants. Lors de la repose des protections collectives, un nettoyage devra être réalisé par l'entreprise qui aura procédé à cette manutention
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- La même procédure et le même nettoyage devront être réalisés pour les appareils de levage.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Les zones de contacts sur chantier, les éléments manipulés fréquemment etc. devront être nettoyées plusieurs fois par jours.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Chaque salarié sera équipé des moyens de nettoyage et de protections idoines.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Chaque chef d'entreprise devra désigner un responsable du clôt du chantier.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Afficher sur le chantier les bons gestes sanitaires. Chaque entreprise devra réaliser une causerie sécurité sur ce thème, avec feuille de présence signée par les salariés.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Chaque entreprise devra S'assurer de la bonne santé de ses salariés et de la connaissance des mesures d'urgence par ses équipes en cas d'accident.
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- En fin de poste, les entreprises, en cas de non présence du lot PRINCIPAL, devront La vérification de ou des :
 - La présence des affichages réglementaires
 - Du clôt du chantier pour parer aux possibles intrusions
 - La sécurisation des appareils de levage et autres engins de chantier
 - La consignation des équipements et réseaux non nécessaires
 - Protections collectives
 - Les conditions de stockage des matériaux
 - Sous la responsabilité de chaque chef d'entreprise
- Si le chef d'entreprise estime ne pas être en mesure d'assumer la continuité du chantier (faute de personnel disponible, ou en l'absence de fourniture de matériaux), il devra avertir le mae et s'assurer de la mise en sécurité de ses matériaux, matériels, postes de travail.
- Chaque entreprise décrira dans sa mise à jour de ppsps les modalités de coopération avec ses partenaires, sous-traitants, livreurs
- La mise à jour du ppsps, conformément aux demandes de l'Oppbtp, devra mentionner les moyens mis en œuvre par le chef d'entreprise pour s'assurer de l'état sanitaire de ses salariés.
- La mise à jour précisera, les modes opératoires revus pour s'assurer de la distance de 1 mètre, en permanence ou la mesure adaptée qui garantira le même résultat (masque ffp2 ou supérieur). En cas d'impossibilité la tâche devra être arrêtée.
- Prévenir les autres acteurs du chantier (intervenants tiers)

Fournitures générales à prévoir pour le respect des consignes sanitaires (extrait Préconisations de Sécurité Sanitaire Pour la Continuité des Activités de la Construction

- – Désinfectant type Javel diluée prête à l'emploi, alcool à 70°.
- – Lingettes désinfectantes type WIP'anios (poignées, clavier d'ordinateurs, siège de toilettes...).
- – Savon.
- – Essuie-mains jetables.
- – Poubelles à couvercle pour jeter les consommables d'hygiène après usage.
- – Gants habituels de travail.
- – Le cas échéant, bidons d'eau clairement marqués « eau de lavage mains ».
- – Gel hydro alcoolique (en complément).
- – Masques chirurgicaux, FF2 ou FF3 (en complément et pour activités spécifiques).

PGCSPS /

RESTRUCTURATION D'UNE MAISON EN LOGEMENTS SOCIAUX - Ancienne École des Garçons

83690 SALERNES - indice 1 – 06/07/2020

SCHMIDT OLIVIER

4668, Route de Brignoles - 83149 BRAS

06 37 83 92 04

so.schmidtolivier@gmail.com

FICHES CONSEILS ET AFFICHAGES DE PREVENTION OPPB

CORONAVIRUS,
SE DÉPLACER EN SÉCURITÉ POUR SE PROTÉGER
DANS LES VÉHICULES ET LES ENGINS DU BTP

✓  Privilégiez le déplacement individuel dans un véhicule personnel. Si plusieurs personnes : une personne par rang, positionnées en quinconce.

✓  Assurez la distance d'un mètre entre les personnes.

✓  Désinfectez systématiquement les surfaces à chaque changement d'utilisateur et d'utilisation : volant, levier de vitesse, poignées de coffre, de portes et comodots...

✓  Conservez sur vous l'autorisation de déplacement de l'entreprise.

(Conseils à afficher dans le véhicule ou dans l'engin.)

OPFBTP
Version à jour au 10/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventivitebtp.fr

CORONAVIRUS,
SE LAVER LES MAINS POUR SE PROTÉGER
DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

✓ Étape 1  Rincez-vous bien les mains

✓ Étape 2  Utilisez du savon

✓ Étape 3  Frottez pendant 30 secondes

✓ Étape 3  Nettoyez la zone entre vos doigts

✓ Étape 4  Nettoyez également vos ongles

✓ Étape 4  Rincez-vous bien les mains

(Conseils à afficher près des points d'eau)

OPFBTP
Version à jour au 10/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventivitebtp.fr

CORONAVIRUS,
PORTER EFFICACEMENT SON MASQUE POUR SE PROTÉGER
DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

- 1 Se laver les mains à l'eau et au savon ou avec un gel hydroalcoolique.
- 2 Repérer le haut (barrette nasale).
- 3 Passer les élastiques derrière la tête, de part et d'autre des oreilles.
- 4 Vérifier que le masque couvre bien le menton.
- 5 Ajuster le masque en pinçant la barrette sur le nez.
- 6 Tester l'étanchéité : couvrir le masque avec les mains et inspirer ; le masque doit se plaquer sur le visage.
- 7 Après usage, retirer le masque par l'arrière par les attaches et le jeter. Ne touchez pas la partie qui couvre votre visage.
- 8 Se laver les mains.



(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

OPFBTP
Version à jour au 10/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventivitebtp.fr

CORONAVIRUS,
DES CONSIGNES DE NETTOYAGE
POUR SE PROTÉGER

✓  Lavez-vous les mains toutes les deux heures à l'eau et au savon ou utilisez un gel hydroalcoolique.

✓  Désinfectez systématiquement les véhicules et les engins à chaque changement d'utilisateur et d'utilisation : volant, levier de vitesse, poignées de coffre, de portes, comodots...

✓  Nettoyez les surfaces de contact fréquent toutes les deux heures et lieux collectifs au minimum deux fois par jour : poignées de porte, tables, comptoirs, sols...

✓  Laver régulièrement les équipements individuels : téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...

✓  Désinfectez les matériels : gants métiers, outils, outillages...

✓  Nettoyez vos vêtements et vos tenues de travail régulièrement.

(Conseils à afficher dans les bases vie et bungalows)

OPFBTP
Version à jour au 10/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.preventivitebtp.fr

CORONAVIRUS, LES BONS GESTES POUR SE PROTÉGER SUR LE CHANTIER ET DANS L'ATELIER DU BTP

COVID-19

-  Lavez-vous les mains avec du savon très fréquemment dans les bases vie et installations prévues à cet effet. Prévoyez des lingettes ou produits hydroalcooliques dans les véhicules utilitaires.
-  Évitez le contact physique et assurez la distance d'un mètre entre les personnes.
-  Nettoyez régulièrement les surfaces et lieux collectifs (tables, poignées...) ainsi que les équipements individuels (téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...).
-  Utilisez les équipements de protection : gants métier, lunettes ou écran facial pour casque, protection respiratoire (lorsque la distance d'un mètre avec une autre personne ne peut pas être respectée).
-  Toussez ou éternuez dans votre coude. Utilisez un mouchoir à usage unique et jetez-le dans une poubelle.
-  Évitez de vous toucher le visage.

VOUS AVEZ UN DOUTE, UNE QUESTION ?
Contactez la plateforme téléphonique d'information au 0 800 130 000 (appel gratuit).

(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

OPFBTP
Version à jour au 20/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.opfbtp.fr

CORONAVIRUS, ADOPTER LES BONS RÉFLEXES POUR SE PROTÉGER DANS LES BASES VIE ET BUNGALOWS DE CHANTIER DU BTP

COVID-19

-  Respecter les horaires de prise de poste.
-  Assurer la distance d'un mètre entre les personnes.
-  Respecter le nombre de personnes autorisées dans les lieux de vie (vestiaires, réfectoire...).
-  Se rendre dans les lieux de vie lorsque c'est son tour.
-  Apporter sa gamelle et son thermos individuels.
-  Se laver les mains fréquemment (eau + savon ou gel hydroalcoolique).
-  Signaler si les produits pour se laver les mains sont manquants et si le nettoyage n'a pas été réalisé.

(Conseils à afficher dans les bases vie et bungalows)

OPFBTP
Version à jour au 20/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.opfbtp.fr

CORONAVIRUS, SE PROTÉGER POUR INTERVENIR CHEZ UN PARTICULIER À RISQUE

COVID-19

Mode d'intervention chez le particulier à risque

-  Se déplacer en véhicule individuel.
-  Se laver les mains (eau + savon ou gel hydroalcoolique).
-  Enfiler une combinaison jetable.
-  Mettre des gants neufs.
-  Positionner le masque.
-  Maintenir le client (et sa famille) à l'écart de la zone de travail.
-  Mettre les déchets dans un sac fermé et les emmener.
-  Revenir au véhicule.
-  Enlever les EPI et les jeter dans un sac fermé.
-  Réaliser les travaux.

Le kit de fournitures d'intervention :

- Combinaison jetable
- Sur-chaussures
- Gants neufs adaptés à la tâche
- Masque chirurgical de type II ou II-R (ou masque FFP2)
- Gel hydroalcoolique
- Lingettes désinfectantes
- Sac à déchets
- Eau et savon
- Essuie-mains jetable

(Conseils à afficher)

OPFBTP
Version à jour au 20/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.opfbtp.fr

CORONAVIRUS, SE PROTÉGER POUR INTERVENIR CHEZ UN PARTICULIER MALADE DU COVID-19

COVID-19

Mode d'intervention chez le particulier à risque

-  Se déplacer en véhicule individuel.
-  Se laver les mains (eau + savon ou gel hydroalcoolique).
-  Enfiler une combinaison jetable.
-  Mettre des gants neufs.
-  Positionner le masque.
-  Maintenir le client (et sa famille) à l'écart de la zone de travail.
-  Mettre les déchets dans un sac fermé et les emmener.
-  Revenir au véhicule.
-  Enlever les EPI et les jeter dans un sac fermé.
-  Réaliser les travaux.

Le kit de fournitures d'intervention :

- Combinaison jetable
- Sur-chaussures
- Gants neufs adaptés à la tâche
- Masque chirurgical de type II ou II-R (ou masque FFP2)
- Gel hydroalcoolique
- Lingettes désinfectantes
- Sac à déchets
- Eau et savon
- Essuie-mains jetable

(Conseils à afficher)

OPFBTP
Version à jour au 20/04/2020 - Ces éléments sont mis à jour régulièrement sur le site www.opfbtp.fr